

ont fleuri des prises de position d'associations se réclamant de l'Islam qui, pour une promesse de mosquée, soutenaient qui la gôche, qui la droite. Des candidats émanant de partis qui, avaient initié et/ou voté des lois antivoile, islamophobes, liberticides, ont chargé pour diffuser leur propagande électorale, devinez qui ? des femmes voilées et des «grands frères» des cités.

Vous direz, franchement on n'est pas sorti de l'auberge. Droite, gôche, extrême-droite, nationaux-socialistes... grattez un peu, vous verrez que tous ont la même idole : l'État de tous les capitalistes, dont Marx disait il y a 150 ans qu'il n'était qu'«une bande d'hommes en armes et ses annexes».

> RIPOSTE dans les quartiers populaires

Dimanche 16 mars, sur l'esplanade du quartier de la Noé à Chanteloup-les-Vignes (78). Une voiture de police entend d'interpeller un jeune homme. Selon les témoins quand les flics se mettent à frapper le jeune, des plus grands se font insulter («sales bougnoules»). L'ensemble des personnes présentes protestent. C'est la sortie de la mosquée toute proche, 200 personnes sont maintenant rassemblées, «la police tirait avec ses gom gom au milieu des gamins», 6 personnes sont sérieusement blessées, 5 sont interpellées. 100 personnes se rendent au comico pour réclamer leur libération, la maire UMP et son opposant socialiste tentent de ramener le calme. Dès le début de soirée, des jeunes cagoulés prennent la relève : les caméras de surveillance sont cassées, le bâtiment de «l'Espace de l'emploi et de l'entreprise» est attaqué et incendié, une école est saccagée, une voiture est brûlée devant le comico sur lequel est jeté un cocktail Molotov. Les affrontements ne cesseront qu'après minuit. Les habitants ne décolèrent pas, «les policiers se comportent comme des miliciens ici». Une enquête a été ouverte notamment concernant l'usage du flashball. À suivre.

> AntiFa

Le vendredi 14 mars, une vingtaine de membres de Génération Identitaire (section jeune de l'ultra droite Bloc identitaire) ont lancé leurs «tournées de sécurisation» dans le métro de Lille : ils se postent dans les rames, vêtus de blousons jaunes distribuant des tracts qui incitent à l'autodéfense et dénoncent l'«immigration-islamisation» et la supposée explosion du «racisme anti-blanc».

Même type de méthode mais du côté des écoles, le 29 mars, une vidéo d'une dizaine de minutes a été postée sur le site du groupuscule d'extrême droite «Journée de retrait de l'école» (JRE) qu'anime Farida Belghoul (proche de Soral) : une institutrice en maternelle de Joué-lès-Tours dans l'Indre-et-Loire (37) y est accusée d'avoir procédé à des attouchements sexuels sur des enfants de sa classe de maternelle, avec des appels au lynchage. Un peu plus soft mais dans le même esprit (combler la supposée défaillance de la police accusée d'«abandonner les habitants»), samedi 15 mars à Bagnolet (93), deux associations proches de Tony Di Martino, alors candidat PS aux municipales et actuel maire venu en personne soutenir leur action, ont occupé un square aux abords des puces de Montreuil dans le but d'en chasser les biffins.

En réalité si l'État est défaillant c'est bien lorsqu'il s'agit de faire barrage à l'extrême droite. Pendant la campagne, dix facteurs ont refusé de distribuer des tracts du FN, la direction de la Poste leur a collé des procédures disciplinaires et a licencié l'un d'entre eux en contrat d'avenir. En colère les facteurs se sont mis en grève, des moyens policiers impressionnants ont été déployés pour empêcher la bonne tenue de leur assemblée générale et cela, alors même que les représentants des différents partis «républicains» poussaient leurs cris d'orfraie partout sur les plateaux télé pour dénoncer la montée de l'extrême droite et la poussée électorale du FN. Qui pourrait encore les croire ?

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°129 - avril 2014

Recevoir ce bulletin par Internet : contact@resistons.lautre.net. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Les cadeaux de Soral

Voudriez-vous d'une plaque de la Direction centrale de la police judiciaire avec votre nom inscrit dessus ? D'un polo du Groupe d'opération spéciale de l'armée ou du Groupe d'appui opérationnel du DCRI, dont l'emblème montre avec délicatesse un groupe de policiers armés de fusils en train d'enfoncer une porte ? Ou encore d'un tee shirt de la police municipale, de l'«OCRTIS», de la police anti-drogue, ou encore du «SPHP», le Groupe de sécurité du premier ministre ? Eh ben, vous ne les aurez pas car vous, vous n'êtes pas Alain Soral : les membres des corps d'élite de l'armée et de la police ne vous envoient pas leur signes d'amitié et d'estime. Vous ne voudriez pas être soutenus par «des corps constitués qui sont les vrais armatures, de la république légale», vous n'êtes pas d'accord pour affirmer que «ces gens marcheront avec nous et nous marcherons avec eux», ni que la police municipale, c'est «la police de proximité, eux nous soutenant, nous on les soutient». Donc vous n'aurez rien à exhiber comme le fait Soral dans ses vidéos publiées sur le site de son parti «égalité et réconciliation». Rien ? Mais si. Vous aurez bien quelque

chose de leur part : les coups de matraque, les jets de gaz lacrymo, les grenades de désencerclement, les flashballs, les expulsions. Ceux qui sont pauvres et/ou pas blancs, ceux qui bougent, résistent dans la rue, dans les quartiers, dans les squats, dans les prisons, ne les connaissent que trop ces «vraies armatures de la république légale».

C'est justement à vous que Soral tend un piège. Sous couvert d'un discours «antisystème» radical et nationaliste, comme son pote Dieudonné. Pourtant comme tous les autres partis, Soral prône aussi, à sa manière, la légitimité de l'État des capitalistes mais il vise, lui, ceux qui rejettent, à juste titre, tous les politicards qui les ont abandonnés : les jeunes des quartiers populaires, les révoltés de tous bords. Que vous soyez Arabe, Noir, Musulman... peu importe pour moi, je ne suis pas raciste leur dit-il, je vous demande juste une bricole, au nom de la «révolution national-socialiste» prenez le chemin de votre «intégration» en acceptant le système capitaliste «bien de chez nous».

Les Sorals font leur cuisine dans une situation d'enfumage général. Une preuve ? Pendant la campagne électorale des municipales,

CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

15 mars, journée internationale contre les violences policières

À Paris s'est tenu un rassemblement, Fontaine des Innocents, avec les membres des familles dont des membres ont été tués par la police : Youssef Mahdi, Amine Bentounsi, Wissam El-Yamni et plusieurs collectifs de soutien. À Bordeaux, à l'appel du *collectif Contre Les Abus Policiers (C.L.A.P33)* en association avec le *Collectif contre les Brutalités Policières de Montréal* une trentaine de personnes ont rendu hommage aux victimes lors d'une balade dans la ville, suivi d'une formation sur la garde à vue et d'une soirée en soutien à Jean-Charles, militant harcelé pour refus de fichage ADN. On notera cette année une forte présence policière qui a littéralement encerclée et suivi les manifestant-e-s tout au long de cette journée symbolique. <http://clap33.over-blog.com/>. À Bruxelles, entre 800 et 1000 personnes ont manifesté, à l'appel des *Jeunes Organisés et Combatifs* pour dénoncer « l'impunité des policiers violents ». Info : <http://www.joc.be/>

«Contre les violences policières et les crimes policiers»

400 personnes ont manifesté ce 5 avril à Paris avec les familles de Lahoucine Aït Omghar, d'Amine Bentounsi, de Wissam El-Yamni tués par la police, avec des victimes de Flashball, éborgnés, blessés : Pierre de Nantes, le *Collectif 8 juillet* pour les 5 de Montreuil... la marche combative et jeune exigeait ensemble vérité et justice, la fin de l'impunité de la police.

AGIR Dernière minute : le procès d'Amal Bentounsi

accusée de «diffamation envers la police» a été tenu ce lundi 7 avril. Après l'intervention d'Amal et celles des témoins qui ont démontré l'impunité des crimes policiers, la Procureure a demandé la relax. Jugement le 28 mai à 13h30, 17^e chambre, Palais de justice de Paris. Infos : <http://www.urgence-notre-police-assassine.fr/>

Hommage à Makomé

Makomé M'Bowolé, 17 ans, né au Nigeria, a été tué par un flic dans un commissariat du 18^e arrondissement le 6 avril 1993. Un hommage a été rendu et une fresque réalisée le 6 avril sur le mur de la rue Ordonner entre Marcadet-Poissonniers et Marx Dormoy. <http://paris-luttes.info/hommage-a-makome-mort-assassine-le>

«Homicides, accidents, "malaises", légitime défense : 50 ans de morts par la police»

Constatant le manque d'information, le silence officiel concernant les morts par la police le site d'information *Basta!* a produit un travail de recensement revenant sur ces cinquante dernières années. À lire sur <http://www.bastamag.net/Homicides-accidents-malaises>

«C'est nous les victimes! C'est ça la justice française ?»

déclarait Mme Saounera à la sortie du tribunal de Pontoise. Le 17 octobre à 6h du matin la police débarquait dans l'appartement de la famille à Garges-lès-Gonesse pour interpellier, Amara, 18 ans, innocenté par la suite (voir RE n° 124). Gaz lacrymo, gifle, flash-ball, coup de poing dans le visage de la maman, coup de matraque sur la sœur, menaces, insultes racistes... Alors que la plainte de la famille a été classée sans suite, le père, Thierno 62 ans, et le fils, Samba 26 ans, sont poursuivis pour «violences n'ayant entraîné aucune interruption temporaire de travail à l'encontre de personnes dépositaires de l'autorité publique». Le 21 mars ils sont condamnés respectivement à 100 jours amende à 10 euros et 4 mois de prison ferme, avec mandat de dépôt. Face aux flics, que vaut la parole de la famille Saounera ? <https://www.facebook.com/soutiensouneragarges>

C'était un carnaval de quartier...

familial et joyeux comme il se doit. La police tente d'abrégé les festivités, il faut éteindre le feu autour duquel les gens dansent sur la place. Laissez passer les pompiers... résistance des carnavaliers... coups de matraques et gazage ! 6 personnes arrêtées, 5 comparutions immédiates avec 1 à 2 mois de prison ferme ! <http://millebords.org/spip.php?article25717>

La répression par mutilation Gaspard à Nantes

Le 22 février, en protestation au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes une manifestation a été violemment réprimée par les forces de l'ordre. Beaucoup repartiront blessés, à lire dans le précédent numéro le cas de Quentin qui a perdu un œil suite à un tir policier au LBD (lanceur de balle de défense). Depuis un journaliste de *Rennes TV* a porté plainte contre X pour «violence volontaire avec arme». Son groupe statique de journaliste a été la cible d'une série de tirs des CRS, une grenade de «désencerclement» explose au pied de Gaspard, le blessant grièvement. Le DBD, cette grenade explosive contient 12 à 18 fragments de plastique dur, en plus de sa douille en métal. Une «arme de guerre» censée être utilisée d'un point de vue policier dans un acte «défensif» qui a aujourd'hui un usage «offensif». <http://www.rennestv.fr/catalogue/info-1/nantes-un-journaliste-de-rennestv-porte-plainte-contre-x-pour-violence-volontaire-avec-arme.html>

Anneric, Gabriel, Igor et Joachim à Montreuil

Le 8 juillet 2009, suite à l'expulsion d'un immeuble occupé, *La Clinique*, la police fait usage du flash-ball à plusieurs reprises. Cinq personnes ont été touchées à la nuque, au front et à la clavicule. Joachim a perdu un œil. Une instruction a été ouverte et trois policiers mis en examen. Dernière nouvelle : la procureure de Bobigny requiert un non lieu pour deux d'entre eux et demande le renvoi devant la cour d'assises du flic qui a tiré sur Joachim. Le communiqué du *Collectif 8 juillet* : <http://collectif8juillet.wordpress.com/2014/04/05/suite-aux-requisitions-du-procureur/> Contact : huitjuillet@riseup.net.

Le collectif Face aux armes de la police sur Radio Klaxon

Constatant l'impasse des procédures judiciaires, le collectif a ouvert un front au Tribunal administratif qui attaque l'autorité responsable de l'armement des flics, le préfet ou le ministre de l'intérieur. <http://faceauxarmesdelapolice.wordpress.com/2013/03/15/radio-klaxon-fevrier-2012/>. Contact : faceauxarmesdelapolice@riseup.net.

Nantes, la répression se poursuit dans les tribunaux

Le 1 avril 4 personnes passaient en comparution immédiate suite à la manifestation du 22 février contre l'aéroport. La justice expéditive est déterminée à faire des exemples. Une figure associative nantaise de 53 ans écope de 4 mois de prison avec sursis, deux jeunes de 4 et 5 mois de prison ferme. Le coup de marteau le plus violent concerne, E., 23 ans, militant déjà ciblé de nombreuses fois par le passé par les policiers : peine de 6 mois de taule requise par la procureure, le Juge, aux ordres, prononce 1 an de prison ferme avec mandat de dépôt.

Condamné à rester en France

Abdullahi Youssouf Hersi, 20 ans en 2008 est arrêté par les commandos marine français, après la prise d'otages du Ponant. Accusé de complicité, le jeune somalien est resté quatre années à la Santé, avant d'en sortir en juin 2012. Depuis Abdullahi est tombé, dans le trou noir du droit d'asile. Déposé depuis vingt mois à l'Ofpra, son dossier n'a toujours pas été traité. «*De toute façon, c'est la France qui m'a pris, elle devra bien me renvoyer*». Pour plus d'infos lire *Frères de la côte* mémoire en défense des pirates somaliens <http://www.insomniaqueediteur.org/publications/freres-de-la-cote>

La prison tue

La peine de mort a été remplacée par des peines jusqu'à la mort : contre les peines infinies, pour la fermeture immédiate des QHS modernes

C'était le sujet de la réunion organisée par la revue anti carcérale *L'Envolée* le 2 avril à Paris. En présence, notamment de Philippe El Shennawy, âgé de 58 ans, sorti après trente-huit ans de prison. Comme pose l'éditorial de cette revue : «*Mais après quels combats a-t-il été libéré, et à quel prix ? À sa sortie, il dénonce "une liberté au rabais" : deux ans de bracelet électronique, dix-huit de conditionnelle, c'est la prison dehors!*» Suite à un débat riche, émouvant, éprouvant... les participants se sont promis d'agir ensemble contre ces peines infinies. Info : <http://lenvolee.net/>